

Délégation départementale du Val-de-Marne

Service santé-environnement

Affaire suivie par : Clarisse TERCINET
Courriel : clarisse.tercinet@ars.sante.fr
Téléphone: 01 49 81 86 24
Télécopie : 01 49 81 87 78

N.Réf : 201123_AE_DLE_Mont Mesly
PJ : - mon avis en date du 18 décembre 2018

Créteil, le **15 DEC. 2020**

Madame Claire GRISEZ
Directrice régional et interdépartemental
de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France
Service police de l'eau
12, cours Louis Lumière
CS 70027
94307 VINCENNES

Affaire suivie par : Jérémy WALKOWIAK

Objet : demande d'avis d'autorisation environnementale relative à la création de la ZAC « Mont Mesly » à Créteil

Madame,

Par courriel en date du 12 novembre 2020, vous avez sollicité mon avis, dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale (AE), sur le dossier relatif au projet de ZAC « Mont Mesly » à Créteil. Cette demande comprend à la fois un avis sur la demande de dossier loi sur l'eau et la réévaluation de l'étude d'impact.

Pour rappel en décembre 2018, l'Agence régionale de santé avait été consultée dans le cadre du projet de la création de la ZAC « Mont Mesly ». J'avais indiqué la nécessité de compléter la phase initiale de la thématique gestion des sites et sols pollués notamment les parcelles qui accueilleront les établissements sensibles. De plus, il avait été demandé d'apporter des précisions sur la qualité de l'air dans les phases initiale et d'exploitation ainsi que sur les nuisances sonores en phase d'exploitation uniquement.

L'analyse des dossiers appelle de ma part les observations suivantes concernant :

1- L'avis du dossier loi sur l'eau :

Le document d'autorisation loi sur l'eau est complet avec un état des milieux et des propositions de mesures d'évitement bien détaillées.

Concernant l'état des milieux, le projet se situe dans une zone urbaine dense de Créteil. Il est situé à 650 m à l'ouest de la Marne et à 900 m à l'est du lac de Créteil. Par ailleurs, le projet ne se situe pas dans un périmètre de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine. **Au regard de sa localisation, il est peu probable que le projet impacte les eaux de surface.**

Un diagnostic des sols a été réalisé au droit du projet. Il met en évidence la présence de remblais de qualité médiocre au droit de plusieurs zones du site avec des anomalies en métaux lourds et en Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). **Cette pollution est peu significative concernant le volet « Eau »** (Cf. réévaluation étude d'impact octobre 2020 - Gestion des sites et des sols pollués, ci-dessous).

Concernant les eaux souterraines, le projet se situe au-dessus de deux masses d'eau : Champigny en brie et Soissonnais et l'Albien. Le toit de la nappe d'eau du Champigny a été mesuré à 4,4 mètres de profondeur. **La nappe d'eau est donc vulnérable face aux pollutions mais elle n'est pas sensible.**

Enfin, concernant la phase chantier, le pétitionnaire propose des mesures de réduction et d'évitement pour limiter le risque de pollution.

En conclusion, le risque de pollution des eaux superficielles et souterraines est estimé faible et le pétitionnaire prend en compte les différents enjeux sanitaires, l'Agence régionale de santé émet un avis favorable au projet.

2- L'avis concernant la mise à jour de l'étude d'impact :

L'étude d'impact mise à jour en octobre 2020 prend en compte en partie les remarques émises dans mon précédent avis, à savoir :

- phase initiale de la gestion des sites et des sols pollués : a fait l'objet d'une investigation des sols complémentaire au niveau du futur secteur carrefour éducatif qui comprendra le groupe scolaire et la crèche. Le bureau d'étude SCE a procédé à 18 sondages, jusqu'à deux mètres de profondeur, en avril 2019. Les paramètres recherchés ont été : les métaux, les hydrocarbures totaux (HCT), hydrocarbures aromatique polycycliques (HAP), benzène, toluène éthylbenzène, xylène (BTEX), composés organo-halogénés volatils (COHV) et polychlorobiphényles (PCB).

Dans la dernière version de l'étude d'impact figure une cartographie des points de prélèvements ainsi que des concentrations maximales obtenues. Les résultats montrent des anomalies en métaux lourds notamment en mercure et en plomb avec des concentrations au-dessus des valeurs de référence de la Cire Ile-de-France :

- la concentration maximale en mercure obtenue est de 0,86 mg/kg, au-dessus de la valeur Cire IdF de 0,32 mg/kg ;
- la concentration maximale en plomb obtenue est de 110 mg/kg, au-dessus de la valeur de référence Cire IdF de 53,7 mg/kg ainsi que la valeur de vigilance du Haut Conseil en santé publique de 100 mg/kg.

Ces analyses ont également détecté des traces de HAP ainsi que des traces de toluène. Cette étude quantitative des sols a permis de mettre en exergue la présence de remblais de qualité médiocre. Un schéma conceptuel a été établi. Le bureau d'études recommande l'excavation des remblais afin de rendre le site compatible aux futurs usages.

Un paragraphe spécifique au lot « 1a » a été rajouté par rapport à la version initiale de l'étude d'impact (p. 191). Il est indiqué qu'un diagnostic des sols a été réalisé mais ne fait référence à aucune bureau d'étude ou de rapport d'analyses. Par ailleurs, il est difficile de localiser le lot 1a dans le projet. Enfin, on apprend la présence d'un transformateur ; les analyses effectuées à proximité du poste transformateur n'ont pas montré d'impact notable sur les sols liés à la présence de celui-ci.

Même si les concentrations dans les sols présentent quelques anomalies (mercure et toluène), il est demandé de procéder à des analyses de gaz des sols pour s'assurer que le site ne présente pas de polluants volatils et qu'il est donc bien compatible avec les usages projetés.

- les thématiques qualité de l'air et bruit dans la dernière version de l'EI d'octobre 2020 n'ont pas bénéficié d'une mise à jour des données ou d'éléments complémentaires. Il est seulement indiqué que la relocalisation du collège sera dans un secteur éloigné d'axes routiers fréquentés (RD 19). Cette relocalisation aura un aspect positif pour les usagers en comparaison de la situation actuelle.

En conclusion, si mes remarques concernant la gestion des sites et sols pollués ont été globalement bien prises en compte par le pétitionnaire dans cette nouvelle version de l'étude d'impact, les autres thématiques n'ont pas bénéficié d'une mise à jour. Enfin, je demande à être consulté lors du dépôt de permis de construire du collège et de la crèche. Les demandes de permis de construire seront accompagnées de documents justifiant la compatibilité de l'état des milieux avec l'usage projeté.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.



Le Directeur de la Délégation départementale
du Val-de-Marne

Responsable du département
santé environnement
Sécurité défense

Clément BASSI